

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing : Trois mois. . . 13.50
Six mois. . . 26.50
Un an. . . 50.50

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne,
trois mois. . . 15 fr.
La France et l'Étranger, les frais de poste
en sus.

Le prix des Abonnements est payable
d'avance. — Tout abonnement continue,
jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :
Annonces : la ligne. . . 20 c.
Réclames : . . . 30 c.
Faits divers : . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abon-
nements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont
reçus à Roubaix, au bureau du journal,
à Lille, chez M. QUARRÉ, Libraire, Grande-
Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE
et C^o, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires,
(place de la Bourse); à Bruxelles, à
l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

BOURSE DE ROUBAIX		
24 JUIN		
3 0/0	68 5	
4 1/2	98.90	
Emprunts (5 0/0)	105 90	
25 JUIN		
(Services gouvernementaux)		
3 0/0	68 10	
4 1/2	99 00	
Emprunts (5 0/0)	105 70	
Services particuliers du Journal de Roubaix		
Actions Banque de France	3640 00	
Société gén.	522 00	
Crédit foncier de France	717 00	
Chemins autrichiens	558 00	
Lyon	973 00	
Est	596 00	
Ouest	647 00	
Nord	1273 00	
Midi	772 00	
Suez	691 00	
Péruvien	14 1/4	
6 0/0		
Actions Banque ottomane (ancienne)	361 00	
Banque ottomane (nouvelle)	000 00	
Londres court	25 28 1/2	
Crédit Mobilier	165 00	
Turc	12 20	
Turc nouveau	00 00	

DEPECHE COMMERCIALES
Service particulier du Journal de Roubaix
New-York, 26 juin.
Change sur Londres 4.87 0/0; change sur Paris, 5.15 0/0
Valeur de l'or, 112 1/8
Café good fair, (la livre) 17 1/8
Café good Cargoes, (la livre) 17 3/8
Marché actif.

Dépêches de MM. Schlagdenhauffen et C^o représentés à Roubaix par M. Bulteau Grympez:

Havre, 26 juin.
Cotons : Ventes 8,000 balles. Petite demande suivie à prix fermes.
Liverpool, 26 juin.
Cotons : Ventes, 8,000 b. Marché inchangé languissant.
New-York, 26 juin.
Cotons : 12 1/16.
Recettes 1,000 b.

(Dépêches affichées à la Bourse de Roubaix)

Liverpool, 26 juin.
Cotons : Ventes 8,000 b., Marché faible. Amérique juin 6.
Havre, 26 juin.
Cotons : Ventes, 1,000 b., marché inchangé.
New-York, 26 juin.
Cotons 12 1/3. Recettes 1,100 balles. Le temps reste favorable.

ROUBAIX 26 JUIN 1876.

Bulletin du jour

Nous n'avons pas à parler de Constantinople aujourd'hui, car, à l'heure où nous écrivons, nous n'avons aucune dépêche qui nous éclaire sur la situation.

Nous aimons à croire que tout est tranquille, comme le disait la dépêche officielle que nous avons donnée hier. Mais enfin, s'il règne un calme aussi heureux dans la capitale de l'empire turc, nous nous demandons pourquoi toutes les dépêches politiques sont impitoyablement interdites par les autorités musulmanes? Cette censure autorisée toujours à supposer non pas des événements graves, mais une situation très tendue.

Ce silence ne pourra pas se prolonger outre mesure.

En attendant, nous recevons des nouvelles assez importantes de la Serbie, qui semble plus que jamais destinée à jouer un rôle dans le drame oriental.

L'Agence russe nous transmet la dépêche suivante :

Saint-Petersbourg, 24 juin
9 h. 5 m. du soir.

Plusieurs journaux russes ont reçu de leurs correspondants la nouvelle que les troupes turques, mêlées de Kurdes, et à l'abandon, seraient de très-près les frontières de Serbie. Dès lors, en cas de provocation de la part des Turcs, on peut craindre de voir les révolutions supérieures se réaliser en Serbie. Si ces nouvelles se confirmaient, les événements ultérieurs devraient être considérés comme résultant de l'appui matériel et très apparent prêt à la Turquie par l'Angleterre.

La Correspondance universelle semble confirmer la dépêche russe par un télégramme reçu de Trieste, qui annonce l'alliance formelle de la Serbie et du Monténégro :

Trieste, 24 juin.

Après l'arrivée de l'ambassadeur de Lazzar Noskic, porteur du traité d'alliance offensive et défensive du Monténégro avec la Serbie, le ministre de la guerre de Belgrade a envoyé des ordres secrets à ses chefs de corps sur les frontières, contenant les décisions du conseil des ministres et indiquant toutes les dispositions à prendre nécessaires pour l'entrée en campagne.

Considérez donc, d'ores et déjà, comme officiel la rupture des relations de la Serbie et du Monténégro avec la Porte et leur entrée en campagne comme résolue avant la fin du mois.

Enfin le Bon Sens reçoit de son correspondant particulier les renseignements suivants sur la position de l'armée serbe :

Belgrade, le 24 juin.

L'armée serbe concentre 10 de ses brigades, soit environ 56,000 hommes, à Aleksina. Ces forces constituent 63 bataillons, 18 escadrons et 23 batteries, avec 120 pièces de campagne. Aleksina est situé à une portée de canon de la frontière nord de la Turquie, sur la grande route qui mène au Bosphore par Nissa, Sophia et Andrinople. Il y a 700 kilomètres d'Aleksina à Constantinople.

Sur la frontière orientale de la Serbie, regardant la Russie et l'Autriche, il y a 14,000 hommes avec 63 canons répartis le long du cours de la Drina.

En un quart de siècle de mille hommes du deuxième ban de la réserve armée des places et les états de l'intérieur de la Serbie. Quant aux insurrections de Monténégro, les renseignements ne sont pas très précis, mais il est sur les lieux postés, qu'on ne peut avoir aucune certitude de ce sujet. On s'empare cependant que s'ils ont été tranquilles et Mouktar-Pacha avait lui-même dit, c'est qu'ils sont occupés à se concentrer et à se fortifier dans cette partie de mon apanage. On voit que le Monténégro au sud de la Serbie. Il n'aurait donc l'intention de fermer le passage et la retraite aux troupes turques qui occupent la Bosnie. Lorsque les armées serbes entrèrent en ligne. Dans ce cas, la situation de Mouktar et de son corps d'armée serait réellement critique.

En résumé la Serbie est prête à entrer en campagne avec une armée de 100,000 hommes, appuyée par la petite mais courageuse armée du Monténégro.

Nous connaissons depuis longtemps les dispositions belliqueuses de toutes ces populations. Jusqu'ici elles n'ont été paralysées que par la défense formelle de la Russie, qui ne voulait pas voir engager la lutte. Aussi considérons-nous comme la plus grave des dépêches reçues aujourd'hui celle que nous transmet l'Agence russe. Si cette dépêche est vraie, il faudrait y voir le licet

donné par le cabinet de Saint-Petersbourg à la Serbie.

Quand deux armées, animées de telles passions, sont en présence, il suffit d'un coup de fusil pour engager la guerre; aussi la dépêche indique-t-elle « les résolutions suprêmes » comme prêtes à prévaloir en Serbie.

Elle y ajoute, — et cela est à rapprocher des articles semi-officiels du Nord, — que les événements ultérieurs devront être considérés « comme résultant de l'appui matériel et très apparent prêt à la Turquie par l'Angleterre. »

Il y aurait donc, en Russie, une tendance à mettre l'Angleterre en cause, ou, du moins, à la rendre responsable du conflit le jour où les hostilités éclateront.

Quel a été le rôle vrai de l'Angleterre? Quelle responsabilité faut-il lui attribuer dans les horreurs commises en Bulgarie, où plus de 17,000 victimes ont été massacrées sans que le télégraphe en ait rien dit? — Nous ne le savons pas. Les journaux russes l'accusent formellement d'avoir poussé la Turquie à une répression à outrance; et le Daily News lui-même, journal anglais, donnerait un certain crédit à cette accusation; il n'hésite pas, du reste, à dire qu'une lourde responsabilité pèse sur le cabinet de Saint-James.

L'incertitude où nous sommes à cet égard n'est pas dissipée par l'attitude de M. Disraeli à la Chambre des communes, car le ministre anglais, interrogé, s'est renfermé dans la plus complète réserve; et il a écarté la question qu'il considérait comme un danger, ou, du moins, comme un embarras pour sa politique.

Aux Etats-Unis, la lutte est chaudement engagée autour de l'élection présidentielle. Les deux noms qui paraissent avoir le plus de chances sont celui de M. Hayes, qui est le candidat des républicains, et celui de M. Tilden, qui est soutenu par les démocrates.

Il convient d'observer d'abord que les appellations de républicains et de démocrates n'ont pas, de l'autre côté de l'Atlantique, la signification que nous leur donnons chez nous. On entend, aux Etats-Unis, par républicains et démocrates, l'ensemble des conservateurs, dans le sens le plus large du mot.

Ce n'est pas à dire toutefois que les conservateurs américains correspondent exactement aux conservateurs français. S'il nous fallait trouver un terme de comparaison qui rendit la chose plus aisément intelligible, nous assimilerions volontiers les démocrates au centre gauche et les républicains à la droite de notre Assemblée législative.

Quoi qu'il en soit, M. Tilden semble devoir l'emporter sur M. Hayes, parce que M. Tilden a eu le bon esprit d'inscrire sur son programme la reprise des paiements en espèces.

Cet article devait nécessairement toucher l'esprit pratique des Américains.

Les radicaux, autrement dit les révolutionnaires d'Amérique — c'est un peu partout la même chose, — avaient songé à opposer à MM. Hayes et Tilden un candidat de leur choix, M. Blaine. Le parti tout entier s'était rallié à cette candidature, et avec la force dont il dispose, il était à craindre qu'il ne la fit triompher.

Mais les journaux américains ont laissé entendre, à différentes reprises, que M. Blaine pourrait bien n'avoir pas toutes les qualités de moralité et d'honnêteté courantes, exigibles d'un candidat à la présidence de l'Union. Au début, on se contenta d'insinuations; aujourd'hui, la presse déclare hautement que M. Blaine se trouve impliqué, d'une façon fâcheuse pour sa réputation, dans l'affaire des obligations du Kansas-Pacifique.

Ce qui n'empêche pas le New-York Herald d'écrire que, si l'un des deux candidats qui reste veut l'emporter, il aura fort à compter sur l'influence dont dispose, après tout, M. Blaine. Tel est, en ce moment, l'état de la lutte. On avait parlé d'abord du représentant des Etats-Unis à Paris, M. Washburn. Mais l'honorable diplomate a décliné toute candidature, et les honnêtes gens qui avaient songé à lui se sont inclinés devant sa volonté nettement exprimée de ne pas se mettre sur les rangs.

Samedi, à Versailles, ni le Sénat ni la Chambre des députés ne tenaient séance. Par compensation, les républicains et radicaux des diverses observations célebraient le plus bruyamment possible l'anniversaire du général Hoche. Dans la journée, conférence à la salle du Théâtre; le soir, dans la même salle, banquet démocratique, où M. Ferry, sénateur du centre gauche, parlant à côté de M. Albert Joly, de l'ancien de Rosset, et de M. Gambetta, a eu à « l'union de toutes les gauches » et, nous dit le Rappel, « a formulé une protestation énergique contre l'offense faite au suffrage universel par les élections du 20 février. » Pauvre M. Ferry! il lui fallait bien payer son écot à ces agapes démocratiques. M. Gambetta, cela va sans dire, a parlé aussi. Nous n'avons pas encore le texte officiel de son discours, qui, on le sait, doit être toujours révisé avec soin avant d'être livré au public. Il paraît que, cette fois encore, le thème a été que le parti républicain était devenu respectueux de l'ordre et de la loi. Il nous semble peu honorable pour ce parti et légèrement inquiétant qu'on juge nécessaire de répéter si souvent ce qui devrait n'être qu'une banalité. Le parti conservateur se croit-il donc obligé d'affirmer tous les huit jours qu'il ne violera pas la loi et ne troublera pas l'ordre? Serions-nous bien rassurés si nous voyagions en compagnie d'un personnage qui s'arrêterait tous les dix pas pour nous jurer ses grands dieux que s'il a pu voler ou assassiner autrefois, il n'en a sans doute aucun regret, estime avoir alors bien agi, mais ne trouve pas, pour le moment, conforme à ses intérêts de recommencer.

Il est depuis quelques années entré dans la liturgie radicale de célébrer à Paris le date l'anniversaire du général Hoche. Il est trop rare, en effet, de trouver dans le personnel républicain

une mémoire respectée et respectable, pour que le parti ne saisisse pas avec empressement cette occasion. A qui élever des autels, en effet? A Robespierre, à Saint-Just, à Danton, à Collot-d'Herbois, à Marat? On n'ose pas encore. Au général Rossignol, au général Westermann, au général Ronsin, au général Santerre, ces vrais types des généraux révolutionnaires, ces ancêtres des Bordone, des Cremier et des Gaibaldi? Peut-être craindrait-on que ces grands noms n'eussent pas un prestige suffisant dans le monde militaire. Se rabattraient-on sur Carnot, qui, après avoir été collègue de Robespierre, est devenu comte de l'empire; ou sur Barrère, qui, après avoir été l'un des premiers de la république, a fini par être policier de Napoléon? On redouterait que les bonapartistes ne fussent autorisés à réclamer leur part dans les honneurs décernés à ces personnalités. Voilà pourquoi M. Gambetta s'acharne sur le général Hoche, et cherche à en faire son homme et sa chose.

Mais là n'y a-t-il pas encore des ombres au tableau? Les feuilles « réactionnaires » s'appiquent, en effet, lors de chaque anniversaire, à rappeler que le général, tant acclamé par les radicaux depuis qu'il est mort, a été de son vivant saisi, emprisonné par le gouvernement républicain d'alors, et que, sans le 9 Thermidor, il eût suivi sur l'échafaud Houchard, Custine et Biron. Déjà, à pareille occasion, nous avons nous-même cité la fameuse dépêche adressée par le comité de Salut public, et signée de Carnot, Robespierre, Collot d'Herbois, Barrère, Billaut-Varennes : « Citoyens collègues, nous avons la preuve que le général Hoche est un traître. Il est nécessaire de le faire arrêter sur-le-champ. Remplissez cette commission, et prenez les précautions les plus sûres pour le faire transférer au comité de Salut public. » La conduite de M. Gambetta et de ses acolytes envers les généraux pendant la guerre prouve que ces traditions ne sont pas oubliées. Mais n'est-il pas piquant de voir aujourd'hui les fils des jacobins se hisser sur le piédestal de la statue de Hoche pour se parer de sa gloire et s'aider de son prestige?

La République révolutionnaire devait d'ailleurs coûter plus cher encore au général Hoche. Le fait est moins connu et ne mérite pas moins d'être rappelé. On sait ce que fut sous le Directoire le coup d'Etat du 18 Fructidor, modèle exactement suivi plus tard le 18 Brumaire et le 2 Décembre. Trois directeurs sur cinq, mécontents de voir qu'en dépit de la pression administrative les électeurs envoyaient aux conseils des Anciens et des Cinq-Cents une majorité de modérés, lancèrent nuitamment contre le palais législatif des bandes de soldats armés. Les représentants furent arrêtés avec deux des membres du Directoire, envoyés à Sinigary en compagnie d'un certain nombre de journalistes; les journaux furent supprimés, les élections annulées. Eh bien! cet attentat monstrueux entre tous, on avait demandé d'abord à Hoche de l'accomplir; il n'en était chargé et avait même commencé à ramener ses troupes sur Paris, en violation expresse de la constitution. Viol le secret fut trahi. On dut pour cette fois reculer, et il fallut alors s'adresser au général Bonaparte, que fit faire le coup par cette brute empanachée d'Angereau. Voilà ce qu'il en a coûté à Hoche de ne pas se contenter d'être un général français et d'avoir

voulu être aussi un général républicain. Comme on conçoit, ne serait-ce qu'à ce seul point de vue, que le général de Cissey ait refusé de prêter hier l'armée à M. Gambetta pour être associée aux pompes et aux manifestations de cette fête radicale! Le ministre de la guerre a été, à ce propos, assez malmené dans le banquet. Mais tous ceux qui ont souci du rôle patriotique et national de l'armée, ne peuvent qu'en féliciter M. de Cissey.

LETTRE DE PARIS

Paris, 25 juin.

Avant un mois, peut-être avant quinze jours, la guerre aura éclaté entre la Serbie et la Turquie. Voilà une des probabilités du moment, et quand je dis probabilité, je veux tenir grand compte de l'éventuel qui en politique peut toujours dérouter les plans les mieux conçus et détourner les événements de la voie qu'ils paraissent devoir suivre. Or, la Serbie a mis sur pied toutes les ses troupes régulières, ban et arrière ban; elle n'est pas assez riche pour vivre pendant quelques mois dans cet état de nation armée; il faut qu'elle fasse la guerre ou qu'elle périsse, il faut qu'elle s'annexe la Bosnie, ce qui est le minimum de son ambition ou qu'elle cesse d'être une principauté régie par ses propres lois. J'ai reçu à cet égard de quelqu'un qui vient de parcourir la Serbie et une partie de la Bulgarie des détails qui ne laissent plus le doute possible. Attendons-nous donc à apprendre que l'armée serbe a attaqué la Turquie.

Il ne faut pas non plus s'abuser sur la surexcitation du fanatisme turc; on sait qu'à Constantinople la révolution qui a renversé Abdul-Aziz n'a pas dit son dernier mot; la haine contre les chrétiens est ardente et à ceux qui pourraient en douter, je conseillerais d'aller compter les têtes fraîchement coupées des Bulgares qui garnissent les murs des palais habités par les pachas turcs en Galatie. Il y a d'ailleurs des escarmouches quotidiennes sur la frontière turco-serbe; on y vole, on y assassine tous les jours; ce sont les préliminaires de la guerre des races qui va commencer. Reste à savoir ce que fera l'Europe et si elle sera unanime pour localiser la lutte et lui fixer ses limites comme conséquences politiques.

A l'intérieur on ne prévoit pas d'incidents graves. Les vacances sont proches. M. Dufaure, pour reconquérir la faveur des gauches, a dû prononcer à la tribune de la Chambre des députés le fameux mot de définitif appliqué au gouvernement républicain; cette fois il n'a pas eu besoin, comme au Sénat, de faire des réserves motivées par la clause de révision. Il se trouvait fort empêtré dans cette affaire du général des Droits de l'Homme, auquel on avait mis les menottes comme à un vulgaire malfaiteur; il s'est tiré d'embarras en disant que la France a un gouvernement définitif. Avec ce mot là un ministre se fait tout pardonner. Définitif, messieurs; oui le gouvernement républicain est définitif; vous êtes définitifs, nous sommes définitifs! Avec ces mots là un ministre est sûr de se faire applaudir de la majorité républicaine. Nous conseillons pourtant à nos gouvernants de n'en pas abuser : Bis repetita placent. Mais il ne faut pas que les choses soient répétées trop souvent. D'ailleurs, au fond tout le monde sait bien que tous les gouvernements sont définitifs jusqu'à ce qu'ils soient finis.

Feuilleton du Journal de Roubaix
du 27 Juin 1876.

— 37 —

Chevaliers de l'écrivoire

XX. LA BÉNÉDICTION.
(Suite et fin.)

On s'occupait pendant plusieurs jours de la disparition de la feuille révolutionnaire, jacobine, démocratique; ce qui étonna davantage, quand on se souvint qu'elle se tirait à 40.000 exemplaires, ce fut de voir qu'elle n'était pas mise en vente et qu'elle s'éclipsait subitement; les uns supposèrent que le rédacteur en chef avait éprouvé une peine violente; les autres virent dans ce mystère une mesure gouvernementale; comme toujours, en pareil cas, on passa à côté de la vérité.

Pendant que le public se préoccupait du Progressiste, courait aux obsèques de Népomucène Malandrin et écrivait la biographie de Cajol, Jean de Falais réunissait ses forces dernières pour endurer sa suprême douleur.

En un instant cette grande nouvelle fut répandue dans toute la maison :

— Le père de mademoiselle Xavière est arrivé.

C'était, en effet, M. de Mériadec qui revenait en France assez riche pour assurer une position honorable à sa fille.

En voyant toute la famille heureuse, il n'osa questionner sur les malheurs appréhendés jadis.

On lui fit une large place au foyer de la famille, et il annonça que s'il n'était point de trop dans ce cercle intime, il demandait à n'en plus sortir, se réservant de rendre cette hospitalité à Mériadec, qu'il se promettait de racheter, de restaurer, de renouveler avec la prodigalité d'un heureux.

Les premiers moments de joie, d'épanchement, de larmes aussi, une fois passés, M. de Mériadec attira doucement Xavière à lui.

— Eh bien! demanda-t-il, on ne me le montre pas, ce phénix des fiancés?

— Mon père, répondit la jeune fille, vous êtes maître.

— De te rendre malheureuse! allons donc! Quelle est sa famille?

— C'est des hommes de génie.

— Ah! dit M. de Mériadec; et sa position?

— Un talent sérieux.

— N'as-tu pas retrouvé Suzanne?

— Retrouvée est perdue, elle est morte.

— Mais toi, que te reste-t-il pour vivre?

— Je n'ai plus qu'à apprendre à mourir.

— Tu quittes Paris?

— Le lendemain du mariage de Gabriel.

— Pauvre Robert! dit Rumisard ému, tu pouvais être encore heureux.

— Heureux! détrompe-toi! Gabriel était devenu toute ma vie; je me sentais incapable de ne pas me traîner, et lui dire que j'étais son père, moi son antagoniste, son bourreau! moi un galérien! cela ne se pouvait pas, Lucien! Il fallait mourir avant de commettre le crime de ruiner une vie qui doit être si belle. Il sera heureux, libre, riche, aimé! Il méritait tout cela! Moi, j'irai cacher mon existence, et le monde ne me verra plus. Toi-même, Rumisard, c'est un adieu que tu reçois; le mariage se célébrera dans quelques jours; une heure après, j'aurai quitté Paris.

— Où iras-tu?

— Devant moi.

Rumisard comprit que cette résolution était inébranlable.

Le mariage de Xavière et de Gabriel ne s'ébruita pas avant sa célébration; le lendemain, Paris applaudissait à la double alliance d'un vieux nom et d'un

nom nouvellement illustre, d'une grande fortune et d'une honorable médiocrité due à la persistance du travail.

Xavière se trouvait riche, très-riche.

Le jour de la signature du contrat, le banquier dit à sa femme :

— Albine, nous offrirons à Robert la moitié de notre opulence pour le rachat d'un papier qu'il nous a rendu sans condition... Gabriel est le légataire de ce malheureux; c'est à Gabriel que nous devons tout.

Et une somme de cinq cent mille francs fut inscrite au contrat comme apport du futur.

Gabriel se récria et voulut refuser.

— De qui vient cette somme? demanda-t-il.

— De votre père, répondit Rumisard.

— Mon père! Monsieur, mais alors, mon père.

— Il est mort... dit Lucien d'une voix grave.

A partir de ce jour, Gabriel entra dans la voie du bonheur.

Sa femme, sa tante, M. de Mériadec et Rumisard rivalisaient de tendresse.

Le père de Xavière racheta les tourelles de Mériadec et fit restaurer les vieux écussons de pierre.

Chaque année, le jeune ménage passait deux mois à la campagne.

Le temps s'écoulait avec une rapidité

telle que le bruit de ses ailes ne se faisait pas entendre.

La célébrité, l'argent et la joie payaient au centuple, à Gabriel, les épreuves qu'il avait subies, et désormais on n'enregistrait plus que ses succès et son bonheur.

Un été tandis qu'il se trouvait à Mériadec, il souhaita visiter la Trappe de la Meillaire, afin d'obtenir quelques détails nécessaires pour un livre qu'il voulait achever.

Xavière resta au château avec Albine et Rémié.

Gabriel fut installé dans une pauvre cellule, et témoigna le désir d'y passer huit jours, ce que le supérieur lui accorda.

Ses notes prises et tout son travail préparé, il se promenait un jour dans le cimetière des trappestes, quand le supérieur s'avança vers lui :

— Mon fils, lui dit-il, un de nos frères sollicite votre pardon.

— Comment l'un de vous peut-il m'avoir offensé? demanda le journaliste.

— Devant Dieu, devant les hommes et devant vous, il se reconnaît coupable.

— Je ne vois ici que des pénitents appelés à devenir des saints et je les prie d'intercéder pour moi.

— Vous lui pardonnez?

— Comme je souhaite que Dieu me pardonne.